



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2019-214

13/03/2019

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 12

Objet : Appel à candidatures : 12 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2^{ème} cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste de chargé de communication et de mobilisation (catégorie A/A+) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 06 avril 2019.

- 1 poste de chef du service « mobilisation des acteurs » (catégorie A+) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 06 avril 2019.

- 1 poste de gestionnaire comptable (catégorie B) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 06 avril 2019.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef de service « formation professionnelle emploi » (catégorie A) (H/F) à Futuroscope-chasseneuil (86).
Date limite de candidature : 21 mars 2019.

- 1 poste de chef de secteur « Emploi - Bonus écologique » (catégorie A) (H/F) à Futuroscope-chasseneuil (86).
Date limite de candidature : 21 mars 2019.

- 1 poste de gestionnaire d'application informatique (catégorie B) (H/F) à Lyon (69).
Date limite de candidature : 12 avril 2019.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

- 1 poste de technicien en biologie/biochimie pour le Laboratoire de Référence de l'union européenne staphylocoques à coagulase positive (H/F) (CDD Cat 3 ou Tit B à Maisons-Alfort (94)
Date limite de candidature : 04 avril 2019.

- 1 poste de technicien de laboratoire en virologie (H/F) secteur décontamination-laverie-stérilisation et commandes (H/F) (CDD Cat 3 ou Tit B à Ploufragan (49).
Date limite de candidature : 29 mars 2019.

- 1 poste de coordinateur études et appui scientifiques - toxicologie (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+ à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 02 avril 2019.

- 1 poste chargé de projet scientifique et technique pour le laboratoire de référence de l'union européenne staphylocoques à coagulase positive (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 04 avril 2019.

Institut Français du Cheval et de l'Equitation:

- 1 poste e responsable du haras national de Pompadour (F/H) (catégorie A) à Arnac-Pompadour (19).

Date limite de candidature : 01 avril 2019.

D

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 chef d'assistant(e) administratif(ve) et budgétaire) (catégorie B) à Juvignac (34).
Date limite de candidature : 10 avril 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Classification :	Catégorie A+
Fonction :	Chef du service « mobilisation des acteurs » (h/f)
Affectation :	Direction de l'appui aux politiques et aux acteurs – Département stratégies, mobilisation des acteurs et des territoires – Service mobilisation des acteurs
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le plan biodiversité a confié en 2018 à l'Agence la mise en place d'un Agenda de l'action à destination des acteurs non étatiques. Ces derniers ont en effet vocation à s'engager en faveur de la biodiversité pour contribuer aux objectifs de la SNB et du plan biodiversité. Dans ce cadre, l'Agence consolide des dispositifs d'engagements et tisse des partenariats avec des acteurs d'envergure nationale pour l'atteinte des objectifs en matière de préservation de la biodiversité. Les partenariats de niveau national avec les acteurs associatifs et les acteurs économiques sont pilotés par le Service Mobilisation des acteurs.

Elle déploie par ailleurs des programmes nationaux de soutien à des projets en faveur de la biodiversité à destination de ces acteurs. Cela peut concerner des actions innovantes ou qui ont besoin d'un soutien pour être relancées à l'échelle nationale avant qu'un relais ne soit pris au niveau territorial. Ces programmes de soutien peuvent prendre différentes formes (partenariats bilatéraux, appels à projets...) mais nécessitent toujours une analyse des enjeux, la mise en œuvre administrative et financière du programme, et le suivi des actions financées dans le cadre du programme.

Description du poste :

Mission :

Le chef de service « Mobilisation des acteurs » est responsable de la définition et de la mise en œuvre de partenariats stratégiques à l'échelle nationale avec les acteurs associatifs et économiques, des programmes de financement susceptibles de les accompagner et de la gestion du service associé.

Les principales missions du service sont :

- Appuyer les acteurs privés d'envergure nationale ou supra-nationale (entreprises, associations, fondations, etc.) pour l'élaboration de leurs stratégies biodiversité ;
- Négocier et suivre des partenariats stratégiques avec ces mêmes acteurs afin de démultiplier le champ d'action de l'AFB et animer les réseaux de partenaires ;
- Accompagner l'émergence de projets de développement économique favorables à la biodiversité, notamment dans les outre-mer ;
- Piloter des programmes de financement permettant la mise en œuvre des politiques et stratégies dans le champ de l'eau, de la biodiversité et des écosystèmes (terrestres, aquatiques et marins).

Au sein de ces missions, il est responsable en propre des missions suivantes :

- Appuyer la cheffe de département pour la mise en place de l'agenda de l'action ;
- Faire monter en puissance l'action des acteurs d'un secteur prioritaire dans le champ de compétence de l'AFB et dans une logique partenariale (secteurs prioritaires : agro-alimentaire et agro-écologie, chimie, bâtiment et matériaux ou énergie) ;
- Définir la place de l'AFB dans la gestion de programmes de financement, en particulier dans le cadre du programme investissement d'avenir (PIA), du programme Ecophyto et d'autres dispositifs nationaux ;
- Animer deux dynamiques transversales à l'AFB : le groupe de référence sur les partenariats d'une part et la mise en œuvre opérationnelle du programme d'intervention de l'agence d'autre part.

Il est le point d'entrée du service pour l'articulation avec les dimensions européennes et internationales.

Activités principales :

Animer et coordonner le service, et notamment :

- Organiser le travail d'équipe et créer les conditions pour un fonctionnement en mode projet transversal à l'AFB
- Rendre-compte de l'activité du service à la cheffe de département et contribuer à la définition puis la mise en œuvre de la stratégie du département et du contrat d'objectif de l'établissement
- Entretenir des relations étroites avec les services centraux du ministère de l'environnement, dans le cadre de l'exercice des missions du service et de la construction de son programme de travail
- Développer l'activité du service en réponse aux besoins des services de l'Etat et en accord avec la stratégie de l'établissement
- Positionner l'AFB pour la gestion d'Ecophyto, en lien étroit avec la tutelle
- Consolider l'équipe « économie et biodiversité » installée en Guyane en 2019
- Représenter l'AFB auprès de partenaires dans le champ de compétences du service, en particulier au sein du Cluster maritime, du pôle de compétitivité eau et des organisations similaires dans le champ de la biodiversité existantes ou à créer ; y porter la vision de l'AFB et impulser des actions en faveur de la biodiversité, de l'eau et des écosystèmes

En tant que missions en propre :

- Organiser les relations de l'AFB avec les têtes de réseau associatives
- Animer et participer à des chantiers transversaux au sein de l'AFB (groupe de référence sur les partenariats, programme d'intervention notamment)
- Appuyer la cheffe de département dans la conception et la mise en œuvre opérationnelle de l'agenda de l'action

Dans un des secteurs prioritaires (à définir) :

- Inciter les acteurs d'envergure nationale à s'engager en faveur de la biodiversité, notamment dans le cadre de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité, et les accompagner dans le cadre de cet engagement
- Proposer une stratégie de développement de partenariats stratégiques bilatéraux ou multilatéraux avec les acteurs clé de ce secteur (chambres consulaires, fédération professionnelles, syndicats, etc.) afin d'améliorer significativement leur contribution à la mise en œuvre des politiques de biodiversité, dans une logique de filière
- Développer ces partenariats, les suivre et les évaluer (conventions, réseaux, animation, etc.)
- Soutenir la capitalisation de bonnes pratiques et d'expériences et leur valorisation par des publications, des formations, des rencontres, pour améliorer la capacité des acteurs à prendre en charge les enjeux de biodiversité

Relations liées au poste

Relations internes :

- Département des milieux marins (cluster maritime et acteurs du monde maritime)
- Direction de la recherche, de l'expertise et des données
- Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne
- Secrétariat général

Relations externes :

- MTES/DGALN/DEB et MTES/CGDD ; autres ministères, notamment MEF
- Tous les partenaires de la SNB (notamment acteurs économiques et associations)
- Acteurs économiques d'au moins un secteur d'activités et les organismes qui les appuient dans la prise en charge des enjeux environnementaux

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Politiques de l'eau, de la biodiversité et de l'espace maritime
- Stratégie nationale pour la biodiversité
- Stratégies des acteurs privés en général, et plus particulièrement prise en charge des enjeux de développement durable par les acteurs économiques
- Finances publiques et gestion de crédits, marchés publics et conventions de partenariat

Savoir-faire opérationnel :

- Animer une équipe et des réseaux d'acteurs
- Concevoir et déployer une stratégie
- Développer et entretenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés, notamment dans le cadre de partenariats stratégiques
- Proposer des solutions et les argumenter
- Négocier en situation complexe
- Identifier les risques et les opportunités sur un projet
- Gérer des programmes de financement
- Parler l'anglais professionnel couramment

Savoir-être professionnel :

- Diplomate
- Dynamique
- Persévérant
- Positif
- Pragmatique
- Sociable
- Stratège

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSMAT/CSMOB/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 6 avril 2019

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie B
Fonction :	Gestionnaire comptable (h/f)
Affectation :	Agence comptable
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de l'Agent comptable
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

En matière d'espaces protégés, elle gère notamment les parcs naturels marins et le sanctuaire de mammifères marins Agoa aux Antilles. Elle est opératrice et animatrice de sites Natura 2000 en mer. Les parcs nationaux sont rattachés à l'Agence, des synergies fortes sont mises en place avec eux.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Dans le cadre de travaux législatifs en cours, l'AFB sera regroupée au 1er janvier 2020 avec l'ONCFS pour créer l'Office Français de la Biodiversité.

L'Agence Comptable est actuellement composée d'un agent comptable, d'une fondée de pouvoir et de 8 collaborateurs

Description du poste

Mission :

Assurer l'application du processus lié au visa et au paiement des dépenses de l'établissement :
- 27 000 Demandes de paiement dont 10 000 relatifs au remboursement des frais de déplacement,

- 380 marchés et 880 conventions dont 430 sur programme Ecophyto
- 1300 agents rémunérés (fonctionnaires détachés, affectés, contractuels quasi statut..)

Assurer l'encaissement et le recouvrement des recettes de l'établissement :

- 700 titres de recettes
- régies d'avance et de recettes

Affecté(e) au sein d'une équipe, une polyvalence est demandée avec une participation à la tenue de la comptabilité et au suivi de la trésorerie notamment, ainsi qu'à la tenue de l'inventaire comptable.

Activités principales :

Au titre des dépenses de l'établissement :

- Effectuer un contrôle exhaustif de la liquidation des dépenses ;
- S'assurer de la production des pièces justificatives en fonction de la nature de la dépense et de l'attestation du service fait ;
- Contrôler l'imputation budgétaire et la disponibilité des crédits budgétaires ;
- Prendre en charge et payer les dépenses après s'être assuré du caractère libératoire du paiement ;
- Assurer la qualité des dossiers remis à l'agent comptable ;
- Contribuer à la réduction globale des délais de paiement aux fournisseurs ;
- Intégrer les opérations des régies d'avance ;
- Suivre l'inventaire des biens immobilisés ;
- Appliquer les évolutions des règles, directives et procédures comptables ;
- Assurer le classement et l'archivage des documents comptables et/ou financiers et des pièces justificatives.

Au titre des recettes de l'établissement :

- S'assurer de la régularité des ordres de recettes et de la production des pièces justificatives ;
- Adresser les avis des sommes à payer aux redevables ;
- Encaisser les recettes par chèque et par virement ;
- Suivre le recouvrement : envoi des lettres de rappel et recouvrement contentieux;
- Assurer le suivi et le contrôle de la régie de recettes;
- Assurer le classement et l'archivage des pièces de recettes.

Au titre de la comptabilité et de la trésorerie de l'établissement :

- Assurer le suivi des comptes de tiers et de trésorerie ;
- Procéder aux opérations matérielles d'archivage des comptes.

Relations liées au poste

Relations internes

Services de l'ordonnateur

Relations externes

Direction régionale des finances publiques
Fournisseurs, débiteurs

Profil recherché

Expérience en établissement public administratif vivement souhaitée, dans le domaine du visa de la dépense et/ou du recouvrement.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance du fonctionnement des établissements publics
- Bonne connaissance de la réglementation de la dépense publique (exécution des marchés, rémunérations, frais de déplacement, notamment) et de la comptabilité publique (l'établissement applique l'instruction comptable commune)
- Connaissance des marchés publics

Savoir-faire opérationnel

- Rendre compte
- Hiérarchiser les priorités
- Rédiger des rapports, courriers administratifs et courriels.
- Maîtriser l'utilisation des outils de bureautique et des logiciels SIREPA

Savoir-être professionnel

- Qualités relationnelles (travail en équipe, relations avec la hiérarchie et les services de l'ordonnateur)
- Sens de l'organisation et rigueur
- Grande réactivité (délai de visa contraint)
- Capacité d'adaptation à un environnement en évolution

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **AC/GEST/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 6 avril 2019

Poste à pourvoir	Technicien en biologie/biochimie pour le Laboratoire de Référence de l'Union Européenne Staphylocoques à coagulase positive (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 3
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort, département des contaminants microbiologiques des aliments, unité Staphylocoques, Bacillus et Clostridies (ci-après désignée SBCL) – Equipe Staphylocoques

Missions / contexte Le poste est à pourvoir au sein du département Contaminants microbiologiques des aliments du Laboratoire de sécurité des aliments de l'Anses, dans l'unité « Staphylocoques, Bacillus, Clostridies » (ci-après désignée SBCL). Cette unité, composée de 25 personnes réparties en 3 équipes, porte trois thématiques relatives à des dangers microbiologiques dus aux bactéries toxinogènes Staphylocoques, Bacillus et Clostridies. L'unité mène des activités de référence, de recherche et de surveillance. Pour les trois dangers microbiologiques, l'unité SBCL exerce ses compétences pour couvrir les champs du « germe à la toxine » au travers notamment de la détection/dénombrement des bactéries, ainsi que de la caractérisation moléculaire (typage bactérien) et protéique (détection/quantification des toxines) de leur pouvoir pathogène. Son expertise permet de nourrir l'évaluation des risques, de contribuer à l'évolution du système de surveillance des bactéries productrices de toxines dans les denrées alimentaires et d'aider les tutelles dans leurs prises de décision.

L'unité porte un mandat français (LNR) et un mandat européen (LRUE) de laboratoire de référence, sur les staphylocoques à coagulase positive (SCP) et leurs toxines. Les projets de recherche s'inscrivent dans le renforcement et l'extension de l'expertise de l'unité dans ses domaines d'activités.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'Unité et sous la responsabilité scientifique directe du responsable de l'équipe, le/la technicien(ne) contribue à assurer l'expertise scientifique et technique et concourt à la réalisation du programme de travail du Laboratoire de Référence de l'Union Européenne pour les Staphylocoques à coagulase positive (LRUE SCP : <http://eurl-staphylococci.anses.fr>).

Activités

- Participer au développement des méthodes de typage moléculaire des staphylocoques (PCR) et mise en œuvre d'analyse d'entérotoxines staphylococciques dans les aliments (ELISA)
- Contribuer à la réalisation des essais d'aptitude organisés pour le réseau des Laboratoires Nationaux de Référence (tests d'homogénéité et de stabilité),
- Réceptionner, enregistrer, stocker et assurer l'analyse d'échantillons et de souches
- Participer à la réalisation des projets/études définis dans le programme de travail LRUE SCP
- Participer à la mise en œuvre et au respect des procédures qualité

Conditions particulières Travail expérimental sur toxine classée MOT (déclaration Ansm)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +2/+3 en sciences des aliments (Biologie, Biochimie, ...)

Expériences similaires

- Expérience 1 à 2 ans en laboratoire. Une expérience en analyses biomoléculaires et immunologiques est indispensable.

Compétences

- Connaissances théoriques et pratiques des techniques d'analyses biomoléculaires ou biochimiques et immunologiques
- Organisation, soin et rigueur dans les analyses
- Autonomie et sens des responsabilités dans son domaine d'activités
- Qualités relationnelles et capacités de dialogue et de travail en équipe
- Maîtrise des logiciels bureautiques
- Sensibilisé(e) à l'assurance qualité
- Connaissance de l'anglais appréciée

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1^{er} avril 2019

Renseignements sur le poste : Yacine NIA, responsable de l'équipe Staphylocoques (yacine.nia@anses.fr / 0149772756) ou Jacques-Antoine HENNEKINNE, chef d'unité (jacques-antoine.hennekinne@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-025 à :** recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Chargé(e) de projet scientifique et technique pour le Laboratoire de Référence de l'Union Européenne Staphylocoques à coagulase positive (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort, département Contaminants microbiologiques des aliments, unité Staphylocoques, Bacillus et Clostridies (ci-après désignée SBCL) – Equipe Staphylocoques

Missions / contexte Le poste est à pourvoir au sein du département Contaminants microbiologiques des aliments du Laboratoire de sécurité des aliments de l'Anses, dans l'unité « Staphylocoques, Bacillus, Clostridies » (ci-après désignée SBCL). Cette unité, composée de 25 personnes réparties en 3 équipes, porte trois thématiques relatives à des dangers microbiologiques dus aux bactéries toxigènes staphylocoques, Bacillus et clostridies.

L'unité mène des activités de référence, de recherche et de surveillance. Pour les trois dangers microbiologiques, l'unité SBCL exerce ses compétences pour couvrir les champs du « germe à la toxine » au travers notamment de la détection/dénombrement des bactéries et de la caractérisation moléculaire (typage bactérien) et protéique de leur pouvoir pathogène (détection/quantification des toxines). Son expertise permet de nourrir l'évaluation des risques, de contribuer à l'évolution du système de surveillance des bactéries productrices de toxines dans les denrées alimentaires et d'aider les tutelles dans leurs prises de décision. L'unité porte deux mandats français (LNR) et européen (LRUE) de laboratoire de référence, sur les staphylocoques à coagulase positive (SCP) et leurs

entérotoxines.

Les projets de recherche s'inscrivent dans le renforcement et l'extension de l'expertise de l'unité dans ses domaines d'activités.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	<p>Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'Unité et sous la responsabilité scientifique directe du responsable de l'équipe, le/la chargé(e) de projet contribue à assurer l'expertise scientifique et technique et concourt à la réalisation du programme de travail du Laboratoire de Référence de l'Union Européenne pour les Staphylocoques à Coagulase Positive (LRUE SCP).</p> <p>Notamment mais de façon non-exhaustive :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Assurer l'encadrement fonctionnel de techniciens➤ Développer et valider des méthodes de caractérisation moléculaire des staphylocoques et d'analyse d'entérotoxines staphylococques dans les aliments (PCR, ELISA...)➤ Organiser et mettre en œuvre des essais interlaboratoires d'aptitude à l'intention du réseau des Laboratoires Nationaux de Référence (LNR), évaluer statistiquement la performance du réseau
Activités	<ul style="list-style-type: none">➤ Apporter un soutien technique et scientifique au réseau des LNR➤ Participer activement à l'organisation de l'atelier annuel du LRUE SCP à l'intention du réseau de LNR➤ Encadrer les projets/études du programme de travail du LRUE SCP➤ Participer à la mise en œuvre et au respect des procédures qualité➤ Rédiger en anglais les rapports des différents travaux effectués➤ Valoriser ou participer à la valorisation des résultats obtenus dans les projets réalisés

Conditions particulières Travail expérimental sur toxine classée MOT (déclaration ANSM)

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis	BAC + 5, thèse de doctorat en sciences de la vie (Biologie, biochimie, pharmacie...) serait un vrai plus. Bac+3 minimum
Expériences similaires	Une expérience confirmée en biologie moléculaire (type PCR, PFGE...) est indispensable. Une expérience en analyse ELISA serait appréciée. Une expérience en gestion de projets scientifiques serait un atout majeur.
Compétences	<ul style="list-style-type: none">➤ Rigueur scientifique, organisation, autonomie, esprit critique.➤ Intérêt pour le développement analytique➤ Connaissance en microbiologie conventionnelle et biologie moléculaire➤ Connaissances en statistiques (applications scientifiques) appréciées➤ Goût du travail en équipe et capacité d'encadrement➤ Sensibilisé(e) à l'assurance qualité➤ Valorisation des résultats via des articles scientifiques et communication orales➤ Très bonne maîtrise de l'anglais (écrit et oral) indispensable

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1^{er} avril 2019

Renseignements sur le poste : Yacine NIA, responsable de l'équipe Staphylocoques (yacine.nia@anses.fr / 0149772756) Jacques-Antoine Hennekinne, chef d'unité (Jacques-Antoine.Hennekinne@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-026 à : recrutement@anses.fr



Poste à pourvoir	Coordinateur d'études et d'appui scientifiques en Toxicologie (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité d'évaluation des substances chimiques (UESC)

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

L'Unité d'évaluation des substances chimiques (UESC) conduit des expertises sur les dangers et les risques des substances chimiques, non biocides non phytopharmaceutiques, incluant notamment la forme nanoparticulaire. L'unité réalise également des travaux d'expertise sur les risques liés aux produits de consommation. Elle contribue à la mise en œuvre de la substitution des substances dangereuses. L'unité élabore également les dossiers scientifiques proposés par la France dans le cadre de la mise en œuvre des Règlements européens REACH (règlement (UE) n°1907/2006) et CLP (règlement (CE) n°1272/2008). L'UESC a en charge l'élaboration de valeurs sanitaires de référence (VTR, VLEP, IBE, VGAI...). L'unité est enfin impliquée dans des projets nationaux et européens sur les thématiques décrites ci-dessus (HBM4EU, projets ANR, H2020...). Pour toutes ces missions, l'UESC s'appuie sur différents collectifs d'experts spécialisés. L'unité est composée de 25 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Des travaux d'expertise en évaluation des dangers ou/et des risques conduits par l'unité UESC font appel à l'analyse des données toxicologiques issues des études publiées dans la littérature scientifique ou communiquées par des industriels dans les dossiers soumis à instruction dans le cadre des procédures prévues par les règlements REACH et CLP. Certaines données se basent sur des modèles toxicocinétiques et/ou de modèles pharmacocinétiques à base physiologique (PBPK).

Sous l'autorité du chef d'unité, le chef de projet aura pour mission d'élaborer des profils sur la toxicité des substances sur la base de dossiers industriels ou de publications scientifiques.

Il sera amené à évaluer la qualité des données de toxicité disponibles et le cas échéant à suggérer de nouveaux protocoles d'études pour compléter les données manquantes. Si besoin, il pourra également être amené à évaluer la qualité et la robustesse des modèles toxicocinétiques et/ou modèles PB-PK disponibles pour évaluer les substances chimiques inscrites au programme de travail de l'unité.

Il aura aussi pour mission de piloter des projets dans son champ de compétence et d'animer des groupes d'experts sur la thématique de l'évaluation des substances chimiques (CES ou GT). Il pourra être amené à présenter et défendre les travaux de l'Agence au niveau national et européen.

Activités

A ce titre, l'agent devra, en respectant les délais d'instruction des demandes d'expertise :

- Conduire des analyses systématiques de la littérature dans son champ de compétences
- Analyser les études de toxicologie disponibles dans la littérature scientifique ou mises à disposition des industriels sur la substance chimique étudiée
- Recenser et analyser les valeurs de référence disponibles sur une substance donnée (VTR, VLEP, DNEL, VGAI...)
- Sur la base des données disponibles, identifier les organes cibles, effets critiques d'une substance, investiguer les mécanismes d'action possible, établir des relations dose-réponse, dériver des valeurs de référence selon les méthodologies de l'Anses
- Evaluer/estimer les principaux paramètres cinétiques d'une substance sur la base des données disponibles (coefficient de partage, biodisponibilité, volume de distribution, demi-vie, fraction métabolique...)
- Rechercher et évaluer les modèles toxicocinétiques et PB-PK disponibles dans la littérature sur la substance étudiée (structure du modèle, capacité prédictive du modèle, analyse d'incertitude ...) et adapter au besoin le modèle aux problématiques de l'expertise
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, auprès des collectifs d'experts ainsi qu'au niveau national ou européen.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques nationaux ou internationaux.
- Animer des réunions d'experts au niveau national ou européen

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplôme requis : BAC+5 à BAC+8 - MASTER II ou DEA (pharmacocinétique ou toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie. Un doctorat de 3^e cycle en sciences serait un plus.

Expériences similaires

- Senior expérimenté pouvant justifier d'une expérience réussie d'une dizaine d'années dans le domaine de l'évaluation du danger et des risques des substances chimiques.
- Expérience avérée dans la participation /contribution scientifique à des projets ou des expertises scientifiques, au niveau national ou européen.
- Une expérience en pharmacocinétique/toxicocinétique et modélisation PB-PK/PD serait un plus.

Compétences

- Connaissances approfondies sur les méthodes d'étude de la toxicité des substances chimiques, *in vivo*, *in vitro*, *in silico*
- Elaboration de valeurs de référence
- Compétences en recherche bibliographique et analyse de la littérature
- Des connaissances dans le domaine de la pharmaco/toxicocinétique des substances chimiques seraient un plus
- Compétences appréciées en modélisation PB-PK/PD ou autre (BMD, exposition...)
- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse avérées et aptitudes à la communication orale.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Bon niveau d'anglais scientifique et technique (écrit et oral)
- Des connaissances réglementaires dans le domaine des substances chimiques (REACH, CLP) seraient un plus.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 avril 2019

Renseignements sur le poste : Christophe ROUSSELLE (christophe.rouselle@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2019-028 à :** recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Technicien de laboratoire en virologie (H/F) secteur décontamination-laverie-stérilisation et commandes
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 3
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois
Localisation	Ploufragan (22)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Anses Laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort – Unité Virologie Immunologie Parasitologie Aviaires et Cunicoles (VIPAC) localisée à Ploufragan

Missions / contexte

L'unité VIPAC (30 personnes) a pour principal objectif l'amélioration des moyens de diagnostic et de prévention des maladies virales et parasitaires réglementées, dominantes, émergentes et ré-émergentes chez les volailles (outre deux pathologies des lagomorphes), la caractérisation des pathogènes correspondants et la compréhension des mécanismes de leur virulence et transmission. Le laboratoire développe des programmes de recherche en collaboration avec de multiples partenaires nationaux, européens et de pays tiers sur ces différentes thématiques et assume ses mandats de référence internationale (OIE) et nationale (LNR) pour 4 maladies virales aviaires. De plus selon les risques (ré)émergents, les préoccupations des tutelles, des filières

DESCRIPTION DU POSTE

Sous l'autorité du chef d'unité ou de son suppléant et en coordination avec les correspondantes qualité et métrologie de l'unité VIPAC, le groupe commande et le service management de la qualité du laboratoire de Ploufragan-Plouzané :

Missions

- Etre responsable des commandes et du groupe commandes de l'unité
- Etre responsable du secteur laverie, lingerie, décontamination
- Etre responsable de différentes fonctions support nécessaires au bon fonctionnement de l'unité

➤ **Responsabilité des commandes et du groupe commandes de l'unité (secteur virologie)**

- ✓ anime le groupe et coordonne le travail de recensement pour prévenir les ruptures de stock, établir les besoins en consommables et assurer les réapprovisionnements en temps utile, auprès des fournisseurs agréés
- ✓ prépare les pré-bons de commandes, expédie les bons de commande, réceptionne les consommables, les enregistre, les codifie, les range et prévient les destinataires ; vérifie et valide les factures
- ✓ constitue les dossiers de mise en concurrence des fournisseurs et participe à leur évaluation selon les procédures qualité en vigueur, en collaboration avec le groupe de travail sur les consommables communs du laboratoire de Ploufragan Plouzané
- ✓ gère les anomalies dysfonctionnements, réclamations, selon les attendus mentionnés en « missions »

➤ **Responsabilité du secteur laverie, lingerie, décontamination**

- ✓ est responsable des travaux de laverie : décontamination, lavage, conditionnement, marquage, stérilisation et rangement des consommables stérilisés au laboratoire pour le L2 et le L3, selon les procédures qualité du laboratoire
- ✓ Assure un encadrement fonctionnel d'un agent
- ✓ est responsable de la gestion technique des 3 autoclaves selon les procédures qualité du laboratoire et, le cas échéant, les exigences spécifiques à la réglementation des MOT
- ✓ est responsable de la gestion des déchets du laboratoire, selon les procédures qualité du laboratoire et, le cas échéant, les exigences spécifiques à la réglementation des MOT
- ✓ peut réaliser les travaux de lingerie (lavage du linge et distribution) et assure le lien avec l'entreprise de lingerie prestataire de service pour le repassage.
- ✓ Assure un suivi de la réalisation par deux agents externes, leur transmet les consignes/remarques, signale les changements de situation/anomalies à qui de droit (responsable unité, responsable local du contrat, responsable de la société) et intervient si nécessaire

Activités

➤ **Responsabilité de / participation à différentes fonctions support nécessaires au bon fonctionnement de l'unité**

- ✓ est habilité à réaliser des milieux en conditions de stérilité et participe à leur gestion et contrôle selon les procédures qualité en place
- ✓ est responsable du suivi du bon fonctionnement et contrôle de plusieurs appareils tels que : appareil de traitement de l'eau, pH-mètre
- ✓ réceptionne et distribue les colis d'échantillons et matériels pour l'unité selon les procédures qualité en vigueur, assure le lien avec les intervenants extérieurs (accueil tout secteur virologie aviaire et suivi pour les secteurs placés sous sa responsabilité directe ou en suppléance)
- ✓ supplée la secrétaire de l'unité pour l'archivage, la diffusion des documents, l'utilisation de la photocopieuse et les commandes de fournitures de bureau, l'accueil des visiteurs

Conditions particulières

- Travail en laboratoire confiné : changement de vêtements obligatoire.
- Mobilisation possible en cas d'urgence sanitaire

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC ou niveau équivalent acquis par l'expérience

Expériences similaires :

- Une expérience similaire de pratique du travail de laverie décontamination stérilisation dans le secteur de la microbiologie en niveau de biosécurité L2 serait appréciée.

Compétences

- Connaissances théoriques et pratiques de la laverie, décontamination, stérilisation de matériel de laboratoire et des exigences associées en matière de qualité; connaissance des points critiques et des risques associés
- Connaissance et pratique des traitements de l'eau de laboratoire et des contrôles de sa qualité ; connaissance des points critiques
- Connaissance des risques biologiques et chimiques
- Pratique de laboratoire en milieu confiné L2
- Connaissance et pratique du traitement des commandes
- Capacité à encadrer un agent technique et animer un groupe de techniciens/adjoins techniques, capacité à organiser le travail/évaluer les besoins, proposer/mettre en place les marges de progrès
- Capacité à travailler en équipe, capacité à interagir positivement avec de multiples interlocuteurs internes et externes, aptitude à communiquer, rendre compte
- Facilité d'expression orale et écrite
- Aptitude à prendre des initiatives, capacité d'anticipation et de gestion des priorités, capacité à évaluer les conséquences d'anomalies/dysfonctionnements
- Rigueur et efficacité

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 29 mars 2019

Renseignements sur le poste : Béatrice GRASLAND beatrice.grasland@anses.fr
ou Ghislaine LE GALL-RECULE ghislaine.legall-recule@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-018 à :**
recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Poitiers

Avenue du Tour de France

86963 FUTUROSCOPE-CHASSENEUIL

CHEF DE SERVICE (H/F)

Service « Formation Professionnelle Emploi »

N° du poste : 19162 Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	Groupe RIFSEEP ASP : 2
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Avec 173 ETP, la DR Nouvelle-Aquitaine est implantée sur 4 sites (Bordeaux, Poitiers et Limoges Maison-Dieu et Walras). Constitué d'une équipe d'environ 15 ETP, le service formation professionnelle emploi (FPE) du site de Poitiers présente une large diversité d'activités dans le domaine des emplois aidés, des aides à l'environnement et à l'apprentissage. Il gère également en site unique certains dispositifs comme le « Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion » et contribue à l'assistance utilisateurs à travers notamment le « numéro unique employeur ».</p>
Objectifs du poste	<p>Sous la responsabilité du Directeur régional délégué, basé à Bordeaux, le titulaire encadre, anime et pilote l'activité du service dans le respect des procédures et des orientations fixées par le siège et le directeur régional.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none">- Encadrer et animer une équipe d'une quinzaine d'agents titulaires et renforcée périodiquement par des contractuels (définition des objectifs et des priorités, organisation des activités, contrôle, évaluation développement des compétences, tenue de réunions de service régulières, relevés de décisions) ;- Veiller à l'application des directives concernant la qualité et la sécurité des procédures des mesures gérées dans le service ; décliner les procédures nationales en matière de contrôles internes ;- Participer à la cellule d'assistance utilisateurs SYLAé et piloter en lien avec le site de Bordeaux l'assistance « Numéro unique employeur » ;- Représenter l'Etablissement auprès des différents partenaires et participer, en tant que de besoin, aux réunions « métier » du siège ;- Participer au CODIR site, animé par le directeur régional délégué ;

	- Etre force de proposition pour ajuster l'organisation du service selon les évolutions du portefeuille d'activités.	
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Services FPE la DR Nouvelle-Aquitaine ; - Directions du siège (DIREEPS Agence Comptable en particulier) ; - Donneurs d'ordre selon les dispositifs (DGFIP notamment) ; - Bénéficiaires des dispositifs (entreprises, particuliers, collectivités...) et prescripteurs de contrats aidés (missions locales, Conseils départementaux...) 	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de l'architecture informatique et technique des applicatifs spécifiques - Connaissances réglementaires liées aux aides gérées - Capacité à manager (écoute, esprit d'équipe, réactivité, anticipation, gestion des conflits) - Maîtrise des techniques de communication écrites et orales - Capacité à rendre compte et à alerter le Délégué régional 	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise de la communication adaptée - Rigueur, méthode, organisation - Aptitude au travail en équipe à capacité de décision - Sens des responsabilités et capacité à rendre compte - Capacité d'adaptation - Polyvalence
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Yannic MONTEILHET - Directeur régional : 05.56.01.50.50 - courriel : yannic.monteilhet@asp-public.fr - Monsieur Benoit BOUTEFEU - Directeur régional délégué - Tél. : 05 56 01 50 54 - courriel : benoit.boutefeu@asp-public.fr <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél: 05 55 12 00 64 	



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement (ASP)

**Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes
Service Général et informatique
Site de Lyon - 45 quai Charles de Gaulle
69064 Lyon cedex 06**

Gestionnaire d'application informatique – CIDR (H/F)

N° du poste : 18620	
Catégorie : B	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet	Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 1
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Au sein de la Direction Régionale Auvergne Rhône-Alpes le service général et informatique est chargé de gérer l'ensemble des fonctions support : ressources humaines, budget, logistique et informatique.</p>
Objectifs du poste	<p>La personne recrutée travaillera au sein du service général et informatique. Basée sur le site de Lyon, elle assurera le bon fonctionnement quotidien des applications informatiques de la Direction Régionale. Ces missions sont conduites en lien avec le correspondant sur le site distant et les correspondants adjoints de chaque site.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none">- garantit le bon fonctionnement des systèmes locaux et assure la mise en œuvre de l'administration et la sécurité des équipements, en lien avec le CIDR adjoint et les CIDR du site de Clermont-Ferrand ;- administre, suit et assure la maintenance du parc informatique et téléphonique de la Direction ;- assiste les utilisateurs de la direction, en particulier pour l'utilisation des outils informatiques, la résolution des incidents ;- administre et suit les réseaux et systèmes de la Direction ;- assure l'intérim -pour le site de Clermont Ferrand en cas d'absence- du CIDR ou du CIDR adjoint (utilisation de la prise de main à distance, et travail en binômes des informaticiens), et collabore quotidiennement avec le correspondant informatique du site distant ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Participe à des réunions de travail et/ou de pilotage avec les services du siège, les autres Directions régionales et/ou des partenaires extérieurs dans le domaine des applications informatiques ; - Propose ses services et des actions au sein du groupe Informatique régional ; - Facilite, expertise, rédige les expressions de besoins et les met en œuvre ; - participe à la conduite et à la réalisation des projets spécifiques d'application locale et à leur mise en œuvre ; - conçoit des requêtes pour valoriser les données ; - assure pour son site, en tant que correspondant SSI, que les préconisations définies par le responsable sécurité des systèmes d'information (RSSI) de l'établissement soient appliquées. - assure un appui régulier aux autres activités du service (logistique, suivi des prestataires et travaux du site, réception de commandes notamment). 	
Champ relationnel du poste	<p>Au sein de la direction avec l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations, avec le Conseil Régional et autres donneurs d'ordres.</p> <p>Au quotidien avec les autres informaticiens de la Direction et de l'Agence.</p>	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<p>Connaître l'organisation générale des systèmes d'information ;</p> <p>Maîtriser les différentes applications informatiques ;</p> <p>Connaître et appliquer les recommandations en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'information.</p>	<p>Savoir hiérarchiser les priorités et s'organiser</p> <p>Etre disponible et assurer la continuité de service</p> <p>Savoir rendre compte</p> <p>Respect des règles de déontologie, en particulier le devoir de discrétion professionnelle.</p> <p>Capacité à travailler en équipe.</p> <p>Aptitude à la conduite de projets et prise d'initiative</p> <p>Capacités rédactionnelles et expression orale</p>
Personnes à contacter	<p>Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :</p> <p>M. Sébastien FERRA, Directeur Régional Auvergne Rhône-Alpes sebastien.ferra@asp-public.fr 04 72 82 21 01</p> <p>M. Régis BECT, Chef du Service Général et Informatique regis.bect@asp-public.fr 04 72 82 21 04</p> <p>Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr</p> <p style="text-align: center;">La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 12 avril 2019.</p>	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT

Direction Régionale Nouvelle Aquitaine – Site de Poitiers

Avenue du Tour de France

86963 FUTUROSCOPE-CHASSENEUIL

CHEF DE SECTEUR (H/F)

Secteur « Emploi – Bonus écologique »

N° du poste : 19163 Catégorie : B	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : NC	Groupe RIFSEEP ASP : 1
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Avec 173 ETP, la DR Nouvelle-Aquitaine est implantée sur 4 sites (Bordeaux, Poitiers et Limoges Maison-Dieu et Walras). Constitué d'une équipe d'environ 15 ETP, le service formation professionnelle emploi (FPE) du site de Poitiers présente une large diversité d'activités dans le domaine des emplois aidés, des aides à l'environnement et à l'apprentissage. Il gère également en site unique certains dispositifs comme le « Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion » et contribue à l'assistance utilisateurs à travers notamment le « numéro unique employeur ».</p>
Objectifs du poste	<p>Sous la responsabilité du Chef de service FPE, le ou la titulaire anime et coordonne les activités d'une équipe au sein du service, au regard de l'application des règles et procédures.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none">- Participer, avec la cheffe de service et en liaison étroite avec l'autre chef de secteur, à la définition des objectifs assignés à l'équipe- Planifier et distribuer le travail aux agents de l'équipe en fonction des priorités et des échéances fixées- Assurer le suivi quantitatif et qualitatif de l'activité, réguler l'activité en fonction des priorités et des aléas- Proposer des améliorations dans l'organisation et les procédures liées à son équipe- Apporter un appui et une expertise sur les dossiers complexes- Participer au recrutement et à la formation des agents en CDD et nouveaux arrivants

	<ul style="list-style-type: none"> - Participer le cas échéant à des groupes de travail, animer des réunions - Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes - Rendre compte régulièrement à sa hiérarchie du fonctionnement et des résultats de son secteur et assurer l'intérim de l'autre chef de secteur en son absence. 	
Champ relationnel du poste	Relations internes (site, ASP) et externes (prescripteurs, partenaires institutionnels, bénéficiaires...)	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement et des partenaires du secteur - Connaissance des réglementations et circulaires relatives aux dispositifs gérés - Connaissance des logiciels et procédures de gestion spécifiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des outils de gestion spécifiques - Capacité d'organisation et de pilotage - Réactivité et anticipation - Communication écrite et orale - Capacité à animer, fédérer, faire preuve de leadership - Capacité à rendre compte - Polyvalence
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Yannic MONTEILHET - Directeur régional : 05.56.01.50.50 - courriel : yannic.monteilhet@asp-public.fr - Madame Sophie LESCURE Sophie - Cheffe de service - Tél. : 05 49 37 56 25- courriel : sophie.lescure@asp-public.fr <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH/SEEC – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél.: 05 55 12 00 64 	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Équitation

Haras National Pompadour - Le Château 19230 Arnac-Pompadour

Responsable du Haras national de Pompadour

N° du poste :	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel	Groupes RIFSEEP : si Attaché(e)s d'administration, G3
postes catégorie A(*) : 2	
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il est issu du rapprochement des Haras Nationaux et de l'École Nationale d'Équitation. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
Objectifs du poste	<p>Le (la) responsable du Haras de Pompadour est le (la) représentant(e) de l'Ifce sur son site.</p> <p>II/Elle est responsable de la conduite des objectifs de l'Ifce sur son périmètre et de l'utilisation des moyens attribués.</p> <p>III/ Elle assure le management de proximité des équipes affectées sur son périmètre.</p> <p>III/ Elle coordonne pour l'Ifce la mise en place du GIP en lien avec les acteurs locaux.</p> <p>Poste ouvert aux Attachés, IAE.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Activités principales</p> <ul style="list-style-type: none">- Met en œuvre le projet d'établissement au niveau local- Gère l'ensemble des moyens et personnels en poste sur son site, sur lesquels il a autorité- Propose et maîtrise le budget dont il est responsable- Anime et coordonne les différentes équipes locales: 15 agents techniques répartis en succursales (Puy Marmont, Bouverie, Chignac) et 4 agents administratifs- Planifie les programmes d'activités sur site- Conduit les relations avec les différents partenaires, notamment avec les socioprofessionnels et autres acteurs impliqués dans l'utilisation du site- Elabore et met en œuvre la programmation des activités : plus de 160 jours d'activités équestres et touristiques dont 4 championnats de France et deux concours internationaux (objectifs, moyens, reporting).- Explore l'ensemble des pistes de développement des activités, tous secteurs confondus, Met en œuvre, en partenariat avec les acteurs locaux impliqués à terme dans le GIP, les projets retenus.- Défend la position de l'établissement dans les travaux de constitution du Groupement d'Intérêt Public de Pompadour : coordonne la mise en place stratégique, s'assure de la faisabilité des scénarios, participe à la rédaction de la convention constitutive et informe les agents des avancées du projet et étudie individuellement en lien avec la DRH le devenir de chaque agent.- Assure le développement du Projet Chignac, autour des trois axes majeurs: valorisation du réservoir génétique en soutien à la filière, mise en place d'un élevage modèle support de formation, création d'une unité de recherche et d'observation.

	Activités annexes - Peut contribuer à des missions nationales	
Champ relationnel du poste	En interne Direction générale Directeurs centraux Ensemble des agents de sa délégation territoriale Réseau des directeurs de délégation territoriale En externe Collectivités territoriales Services de l'Etat Organismes professionnels agricoles ou spécialisés (notamment les conseils régionaux des équidés)	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	- Connaissance de la filière et de ses institutions ; - Aménagement du territoire ; - Développement économique et social ; - Environnement institutionnel ; - Economie de la filière ; - Economie des entreprises ; - Achats publics ; - Organisation administrative et documentaire ; - Utilisation de logiciels ; - Gestion de projet ; - Management ; - Expression écrite ; - Expression orale ; - Relations avec les partenaires de l'Ifce.	- Etre force de proposition et d'initiative ; - Etre orienté vers l'action et le résultat ; - Avoir de la force de conviction ; - Avoir le sens des relations humaines ; - Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients.
Personnes à contacter	M. Lœtitia Gérard, département emploi, compétences et formation - Tél. : 05 55 73 83 08 courriel : loetitia.gerard@ifce.fr Date limite de candidature : 1 ^{er} avril 2019	

L'Unité petite faune sédentaire
de la Direction de la recherche et de l'expertise de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Assistant(e) administratif(ve) et budgétaire (F/H)

La Direction de la recherche et de l'expertise (DRE), une des deux directions opérationnelles de l'ONCFS, réalise les études, recherches et expérimentations concernant la conservation, la restauration et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats. Elle coordonne les suivis patrimoniaux et assure le suivi sanitaire de la faune sauvage. Elle développe des outils de suivi de gestions des espèces de la faune sauvage et de ses habitats.

L'Unité petite faune sédentaire (UPFS) est en charge des travaux sur les différentes espèces de galliformes sédentaires et de lagomorphes présentes en France ainsi que d'espèces proches d'intérêt patrimonial.

L'Unité est composée d'une trentaine d'agents permanents : administratifs, ingénieurs experts ou spécialistes et techniciens.

L'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration du nouvel établissement dénommé Office français de la biodiversité (OFB), qui reprend les missions de l'ONCFS et l'AFB, et sera constitué en agréant les équipes issues des deux établissements.

Bien que les agents en poste bénéficieront d'un maintien de leurs conditions de travail (contrat et rémunération) dans le nouvel établissement, des changements à la marge dans la répartition des tâches pourront le cas échéant, voir le jour dans tous les services.

Sous l'autorité du chef de l'UPFS et en étroite collaboration avec l'autre assistante de l'UPFS, l'Assistant(e) administratif(ve) et budgétaire assure la coordination des dossiers financiers et le suivi budgétaire, tâches pour lesquelles il ou elle encadre un agent contractuel.

Nature de l'emploi

Poste situé à Juvignac (34) - A pourvoir dès que possible - Temps plein - Catégorie B

Poste ouvert aux fonctionnaires et aux personnels relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme minimum de niveau BAC ou équivalent est attendu.

Une expérience significative dans une fonction similaire est souhaitée.

Connaissance de la comptabilité générale et publique.

Notions de droit administratif et de gestion des ressources humaines.

Maîtrise des procédures administratives et techniques de gestion.

Maîtrise des techniques de secrétariat bureautique.

Capacité à intégrer le vocabulaire professionnel, les procédures administratives (dont le fonctionnement des logiciels du secteur) et le fonctionnement du service.

Capacité à travailler en équipe et en réseau, à rendre compte, à gérer les priorités et à déléguer.

Bonnes capacités d'adaptation et sens des relations humaines.

Bonne expression écrite et orale.

Aptitude à faire preuve de rigueur, de méthode et d'organisation.

Autonomie, dynamisme et esprit d'initiative.

Activités principales

Assurer la gestion budgétaire et financière de l'UPFS en relation avec les services concernés et la DAF : suivre les dossiers • Apporter un appui permanent (assistance et conseil) au agents de l'Unité en matière budgétaire et administrative • Encadrer un agent en contrat.

Conseiller et apporter un appui à sa hiérarchie et ses collègues et porter assistance aux services : instruire les dossiers administratifs ou techniques, en autonomie, principalement dans le domaine budgétaire • Impulser la rédaction de guides de procédures et d'outils d'aide au pilotage • Elaborer des synthèses, tableaux de bord, ... • Participer à l'élaboration des propositions budgétaires de l'Unité • Suivre le budget (dossiers budgétaires, logistiques et de gestion du personnel) • Imputer les factures.

Assurer le secrétariat et l'assistance administrative : rédiger, mettre en forme, éditer et reproduire des courriers, rapports et autres documents • Classer et archiver • Assurer l'information de premier niveau auprès des interlocuteurs internes et externes • Travailler en binôme avec l'autre assistante de l'unité, le cas échéant.

Aider à l'accueil physique et téléphonique de l'implantation.

Conditions particulières

Pour l'ensemble de ses missions, l'Assistant(e) administratif(ve) et budgétaire travaille avec plusieurs services.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,

M. Michel SALAS Chef de l'unité Petite Faune Sédentaire, au 04.67.10.78.04 ou par courriel à michel.salas@oncfs.gouv.fr

Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 10 avril 2019,** - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés du formulaire de demande de mutation interne prévu à cet effet et des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	Chef du département mobilisation citoyenne (h/f)
Affectation :	Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB)/Département mobilisation citoyenne
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la directrice de la communication et de la mobilisation citoyenne
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au premier janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et l'Office national de chasse et de la faune sauvage (ONCFS) seront regroupés pour former un nouvel établissement : l'Office français de la biodiversité (OFB).

L'Agence vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

En matière d'espaces protégés, elle gère notamment les parcs naturels marins et le sanctuaire de mammifères marins Agoa aux Antilles. Les parcs nationaux sont rattachés à l'Agence, des synergies fortes sont mises en place avec eux.

En outre pour l'exercice de ses missions, l'AFB va être mobilisée durant les deux années à venir par l'actualité relative à la biodiversité avec la mise en œuvre du plan interministériel biodiversité 2018/2020 et, l'accueil par la France du Congrès international de la nature (UICN) à Marseille en juin 2020.

L'ambition est de faire monter le sujet biodiversité dans l'opinion publique et de situer les enjeux de biodiversité au même niveau que ceux des enjeux climatiques en 2020 et au-delà.

La Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB) définit, pilote et met en œuvre la politique de communication interne et externe de l'Agence, elle impulse et coordonne sa politique de mobilisation citoyenne. La finalité de son action est de concourir à l'émergence du sujet « biodiversité » dans la société.

Le département mobilisation citoyenne propose, coordonne et accompagne la politique de mobilisation citoyenne de l'AFB. On entend par mobilisation citoyenne, le continuum de d'activités suivant : information, communication, sensibilisation, éducation et participation du public. Cette politique vise à créer une relation particulière entre les citoyens et l'AFB pour favoriser leur implication dans la gouvernance des politiques publiques de biodiversité et des comportements favorables à la préservation de la biodiversité. D'autre part elle vise à contribuer à faire émerger une dynamique d'engagement des citoyens en faveur de la biodiversité.. Cette politique se met en œuvre grâce à des actions particulières du département (campagnes de sensibilisation et de communication, tour de France des festivals, ateliers de co-construction citoyenne, aires marines et terrestres éducatives...), des actions des entités de l'AFB, le soutien à des projets portés par des partenaires.

Outre le chef de département, le département comprend une responsable de sensibilisation, une responsable de communication et de mobilisation, une responsable de mobilisation, une responsable de l'éducation à l'environnement et au développement durable, un responsable des aires marines et terrestres éducatives.

Description du poste :

Mission :

Elaborer, piloter, mettre en œuvre et évaluer la stratégie de mobilisation citoyenne de l'Agence

Activités principales :

1/ Assurer l'encadrement de l'équipe

- organiser, suivre le travail des agents, fixer des objectifs

2/ Participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique de mobilisation citoyenne de l'Agence

- proposer et animer la stratégie de mobilisation citoyenne en lien avec la stratégie de communication portée par la direction de la communication et en lien avec la stratégie de mobilisation des acteurs de la société civile portée par la direction d'appui aux politiques publiques et aux partenaires

- conseiller et appuyer les autres directions de l'AFB sur le déploiement de stratégies de mobilisation des citoyens

3/ Concevoir et mettre en œuvre les actions de mobilisation citoyenne

- Concevoir et mettre en œuvre des dispositifs de participation citoyenne. Par exemple : Construire les démarches de recueil des attentes des citoyens sur le champ de la préservation de la biodiversité et mettre en œuvre des recommandations citoyenne.

- Mobiliser les ressources interne et externe via la veille et le développement d'un réseau d'acteurs clés sur cette thématique

- définir et mettre en œuvre un programme d'acculturation des services de l'AFB via différents formats (séminaires, forums, ateliers de co-construction, groupes de travail...)

- Initier et participer à des campagnes de sensibilisation et de mobilisation citoyenne

- Apporter son expertise à l'élaboration d'outils de communication (web, réseaux sociaux, ...)

4/ Piloter des dispositifs d'éducation à la citoyenneté et à l'environnement

- Piloter la mission Aires Marines et et terrestres éducatives

- Initier et accompagner des programmes d'EEDD avec des partenaires

5/ Développer des partenariats et accompagner les projets de partenaires

- Développer les partenariats avec les structures associatives, de recherches, et met en œuvre des conventions de partenariats.
- Assurer une veille, capitaliser, mutualiser et évaluer les actions de mobilisation citoyenne, les processus de participation et les actions d'éducation à l'environnement et au développement durables

6/ Elaborer le budget et assurer le suivi du département mobilisation citoyenne

Activité secondaire :

Participer aux réflexions stratégiques de la direction de la communication et de la mobilisation citoyenne, de la direction générale.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Avec les agents de la direction de la communication et de la mobilisation citoyenne et des autres directions et entités de l'AFB
- Avec les parcs naturels marins, les parcs nationaux

Relations externes :

- Avec le secteur associatif (environnement, éducation à l'environnement et au développement durable)
- Avec les partenaires externes
- Avec les prestataires
- Relations avec le ministère de la transition écologique et solidaire, le ministère de l'éducation nationale, le ministère des outre-mer, la direction interministérielle à la transformation publique

Profil recherché

- Niveau Bac+5 ;
- Une expérience du management d'équipe et de la conduite de projets multi-acteurs est indispensable.
- Une expérience dans le milieu associatif et du monde de la recherche serait un plus

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance des enjeux de la préservation de la biodiversité et des politiques publiques associées
- Connaissance des processus de consultation, concertation et de co-construction de la société civile
- Connaissance des acteurs de la participation citoyenne
- Connaissance des métiers de la communication
- Connaissance des enjeux éducatifs et des logiques d'actions et des dispositifs éducatifs
- Connaissance des acteurs de l'EEDD
- Connaissances naturalistes minimum requises
- Connaissance des acteurs associatifs et institutionnels engagés dans la connaissance et la préservation de l'environnement, la gestion des espaces naturels, dans l'éducation à l'environnement et au développement durable

Savoir-faire opérationnel :

- Conduire des projets
- Maîtriser l'utilisation des techniques de négociation
- Animer et encadrer une équipe

Savoir-être professionnel :

- Forte capacité d'écoute, de reformulation, de synthèse et d'analyse
- Dynamisme, enthousiasme, réactivité
- Qualités d'organisation, de rigueur
- Esprit d'équipe
- Diplomatie
- Capacité d'adaptation à des univers changeants
- Créativité et capacité d'innovation

- Résistance à la pression et à des intensités de travail élevées

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DICOMOB/CHEFDEPART/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 6 avril 2019